



Le Solidaire

Bulletin du Fonds de solidarité des groupes populaires de Québec

Calendrier 2008 des luttes sociales



Le Calendrier des luttes sociales est de retour! L'édition 2008 du calendrier du Fonds de solidarité des groupes populaires est maintenant disponible.

Voilà un outil pratique de promotion, illustré de photos représentatives des luttes sociales de la région. En plus, il s'agit d'un bel objet... Très classe, tout en noir et blanc, il s'agencera à merveille avec les murs de votre bureau ou de votre cuisine.

Acheter le Calendrier des luttes sociales, c'est contribuer (modestement) à l'indépendance financière des groupes populaires du centre-ville de Québec.

Vous pouvez vous procurer le calendrier, au coût de 10\$, directement auprès du Fonds de solidarité ou de l'un des groupes membres.

Notons que le calendrier est également en vente à la Tabagie St-Jean, celle que tout le monde appelle «La Pipe» (820 St-Jean), et à la Page Noire (265 Dorchester).

Ne manquez pas le Souper de la solidarité



Un souper, il y a fort, fort longtemps

C'est déjà le temps du traditionnel souper spaghetti du Fonds de solidarité des groupes populaires de Québec! Cette année, l'événement aura lieu le 7 décembre, toujours dans Saint-Sauveur, au Centre Monseigneur Bouffard (680, rue Raoul-Jobin, anciennement Sainte-Thérèse, entrée par Marie-de-l'Incarnation). Il s'agit d'une occasion en or de se solidariser avec les différents groupes de défense de droits du centre-ville et d'échanger avec leurs militantEs.



Des billets au coût de 12\$ par personne sont en vente (info: 529-4407). En plus du souper, le billet donne droit aux tirages de prix de présence, au spectacle du groupe « Latourelle Orkestra » (musique du monde et folklorique) et à la soirée dansante qui suivra. C'est gratuit pour les enfants de moins de 10 ans et il y a un merveilleux coin bricolage pour eux et elles. Ouverture des portes à 17h30, le service du souper commence à 18h30.

Le Partenariat nord-américain pour la Sécurité et la Prospérité (PSP)

Une grande menace pour l'environnement

Par Yan Grenier et Antoine Descendres des AmiEs de la terre de Québec

Depuis le début de l'automne, des membres des AmiEs de la Terre de Québec s'organisent pour s'approprier les enjeux environnementaux soulevés par le PSP. Le conférencier Jacques B. Gélinas a été invité pour présenter le sujet et quelque-uns de nos membres ont été mandatés pour fouiller le dossier. Ce texte ressort certains de ces enjeux.

Largement inspiré des propositions, émises en 2003 par le Conseil canadien des chefs d'entreprise, le Partenariat nord-américain pour la Sécurité et la Prospérité (PSP) cherche essentiellement à accélérer et à accroître l'intégration continentale des politiques et des pratiques à l'intérieur d'un nouvel espace commun liant les États-Unis, le Canada et le Mexique. Dans le PSP, la prospérité et la sécurisation des avoirs des grands centres urbains et des grandes entreprises sont loin de signifier celles de tous et toutes. L'environnement et la plupart d'entre nous devront porter le fardeau de ces élans d'expansion capitalistes et sécuritaires ne profitant substantiellement qu'à des milieux restreints. Le PSP laisse une place démesurée aux multinationales à travers le Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC), composé des représentant(e)s de 10 grandes compagnies de chaque pays qui établissent l'ordre du jour des réunions des ministres et celles des chefs d'État. <http://www.rqic.alternatives.ca/psp/argumentairepsp.doc>

Cette tentative d'imposer un cadre pour promouvoir la croissance et la compétitivité économique de l'Amérique du Nord sur le marché mondial soulève des enjeux écologiques et environnementaux importants. Dans le cadre du PSP, certaines « avancées » ont déjà été faites dans les secteurs énergétiques. Le projet de multiplier par 4 ou 5 la production des sables bitumineux albertains sur une période



Photo: Aaron Lakoff / CMAQ

relativement courte en est un exemple (Workshop Working Report (Draft), 2006). Par cette mesure, les États-Unis réussiraient à externaliser les coûts, risques et autres inconvénients associés à l'extraction du combustible dans les pays du Moyen-Orient (guerres, terrorisme), au transport du combustible (accidents), à l'extraction de sables bitumineux (GES, terres arables détruites, contamination de l'eau et des sols) et à leur raffinage (odeurs, pollutions). L'ouverture de

la filière gazière au Québec avec les projets de ports méthaniers de Cacouna et Rabaska serait, selon plusieurs, directement liée à cette politique pétrolière. Tel que le soulève le mémoire des ATQ sur le projet Rabaska, le gaz liquide est une importante composante du processus d'extraction du pétrole des sables bitumineux. La réalisation de projets hydroélectriques supplémentaires, tels que celui de la Eastmain 1A (Rupert), et la multiplication des cultures de maïs destinées aux biocarburants (ici comme au Mexique) relèveraient de cette même logique d'exportation à tout prix.

Il est donc primordial de s'interroger sur les enjeux liés à l'intégration à l'échelle continentale des politiques énergétiques. Dans ce nouvel ensemble intégré, quel rôle occupera la production énergétique canadienne et québécoise? Deviendrons-nous des zones d'exploitation répondant aux besoins des nouveaux impératifs continentaux? Pourrons-nous toujours décider de l'usage de nos ressources énergétiques alors qu'elles sont soumises à des politiques n'ayant été ni votées, ni examinées par la Chambre de nos représentants? Comment pourrons-nous aspirer à l'autonomie, à l'autogestion et à la souveraineté de nos communautés si le contrôle de nos ressources et l'orientation de notre développement énergétique se retrouvent essentiellement entre les mains d'une élite économique qui décide à distance? Notre implication face à ces enjeux dépend de la perception que nous avons de nous-mêmes: souhaitons-nous des communautés autonomes dans la définition du développement de leurs ressources? ou souhaitons-nous simplement devenir les porteurs d'eau de l'Empire promis par le PSP?

Le 28 novembre

Dans la rue pour le contrôle des loyers !

Par Mathieu Houle-Courcelles du Bureau d'animation et information logement (BAIL)

Si l'on se fie aux commentaires des politiciens, des propriétaires et des éditorialistes, la crise du logement serait chose du passé dans la région de Québec. Malheureusement, la situation est loin d'être aussi claire. Le rapport publié en décembre 2006 par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) montre effectivement une légère amélioration : le pourcentage de logements inoccupés est passé de 1,5% en 2005 à 1,6% en 2006. Toutefois, les données rendues publiques par la SCHL au printemps 2007 indiquent une baisse marquée du taux d'inoccupation dans la région de Québec, lequel serait retombé sous la barre des 1%.

Cette pénurie a évidemment une incidence sur le coût des logements. Les loyers augmentent d'année en année, au point où un nombre de plus en plus important de ménages éprouvent des difficultés de paiement. Dans la région de Québec, le loyer d'un logement de deux chambres à coucher coûtait en moyenne 550\$ en 2002. En 2006, le même logement se louait 637\$ par mois, une augmentation de 16%. En 2007, la hausse marquée des taxes foncières dans les immeubles de 6 logements et moins a entraîné d'importantes augmentations de loyer,

tout particulièrement dans les quartiers centraux. À l'inverse, la plupart des grands immeubles (50 logements et plus) ont connu une baisse de leur compte de taxe. En l'absence de contrôle obligatoire des loyers, l'immense majorité des locataires habitant ces immeubles ont quand même vu leur loyer augmenter, malgré la baisse marquée des dépenses du propriétaire.

L'effet cumulatif des hausses de loyer à répétition touche durement les locataires, tout particulièrement celles



et ceux à faible revenu. Voilà pourquoi le BAIL, de concert avec les autres groupes membres du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), a décidé de faire du contrôle des loyers sa priorité au cours des deux dernières années. Le 28 novembre prochain, des centaines de locataires provenant des quatre coins de la province manifesteront à Québec pour revendiquer le contrôle obligatoire des loyers. Nous irons interpellier la Ministre responsable du dossier de l'habitation, Nathalie Normandeau, directement à ses bureaux. Le rassemblement est fixé à 11h30 au Centre Horizon (801 4e rue). De là, nous partirons en autobus vers le lieu de l'action. Pour vous inscrire ou simplement obtenir plus d'information, n'hésitez pas à contacter la permanence du BAIL au 523-6177.





Des groupes populaires en action...

Fonds de solidarité des groupes populaires de Québec

301, rue Carillon,
Québec (Qc), G1K 5B3
Tél. : 529-4407, Téléc. : 529-9455

Courriel : fsgpq@bellnet.ca
Site web: www.fsgpq.org



Le 21 septembre dernier, CKIA FM - Radio Basse-ville lançait sa programmation 2007-2008 sur le parvis de l'Église Saint-Jean-Baptiste en compagnie de plusieurs centaines d'auditeurs et d'auditrices. La nouvelle grille de la station est disponible en ligne à www.ckiafm.org



Le 11 octobre dernier, le Comité de citoyen-nes du quartier Saint-Sauveur rendait visite, avec les autres groupes du FRAPRU à Québec, à la députée conservatrice de Beauport-Limoilou afin de revendiquer «des milliards pour le logement, pas pour l'armement».



Également le 21 septembre dernier, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste organisait une marche contre la circulation automobile de transit dans le Faubourg Saint-Jean.

Du nouveau au Fonds de solidarité...

Le Conseil d'administration du Fonds de solidarité des groupes populaires de Québec est fier d'annoncer l'embauche d'une nouveau coordonnateur à la fondation.

Il s'agit de M. Karl Levasseur.